Session : 2e session (Juin 2024)
Année d'étude : 1^{ère} année de Licence Droit et Licence Science politique
Discipline : Droit constitutionnel 2
(Unités d'Enseignements fondamentaux 2)

Titulaire(s) du cours : M. le professeur Armel LE DIVELLEC

Durée de l'épreuve : 3h

Document(s) autorisé(s) : Aucun (sauf Dictionnaire pour étudiants étrangers)

Le candidat traitera l'un des deux sujets suivants, au choix :

Dissertation :

Comment le Parlement contrôle-t-il le pouvoir exécutif sous la V^e République ?

Commentaire de texte : extrait de : Maurice Duverger, *Bréviaire de la Cohabitation* (P.U.F., 1986)

« La cohabitation d'un président de gauche et d'une majorité de droite va permettre d'appliquer enfin la Constitution de la V^e République. (...)

Depuis 1962, le régime pratiqué sous son égide n'a que peu de rapports avec elle. Au sommet de l'Etat, elle organise une subtile séparation des pouvoirs entre un Président de la République investi des fonctions d'arbitre et de régulateur, et un Gouvernement chargé de déterminer et de conduire la politique de la nation sous l'autorité d'un Premier ministre soutenu par la confiance des députés. Pendant un quart de siècle, ce partage original de l'autorité suprême a été totalement écarté. A sa place, le chef de l'Etat a concentré dans ses mains tous les pouvoirs, devenant ainsi le plus hégémonique des dirigeants politiques d'Occident. Il ne s'agissait en aucune façon d'une seconde lecture de la Constitution, comme on s'obstine à le répéter. Quand son article 20 dispose que "le Gouvernement détermine... la politique de la nation", ce texte clair ne peut jamais se lire : "Le Président de la République détermine... la politique de la nation", comme cela s'est fait pendant un quart de siècle. Cependant, la Constitution n'était pas violée. Simplement, le rapport des forces obligeait le Gouvernement à suivre les directives du Président.

La formidable puissance de ce dernier ne devait rien à la Constitution. Elle reposait sur une base très simple : l'existence à l'Assemblée nationale d'une majorité solide et cohérente, obéissant fidèlement au chef de l'Etat. (...) Ainsi s'est établie une monarchie jacobine (...).

La Constitution a retrouvé son emprise depuis les législatives de 1986. Elle pourrait la reperdre après les présidentielles de 1988. Le choix entre la monarchie jacobine et la séparation des pouvoirs ne dépend pas de la volonté des partis et de leurs chefs, mais seulement des citoyens. En élisant les députés, ceux-ci décident si le Président pourra régner en monarque jacobin ou se borner à remplir les fonctions que la Constitution lui attribue. (...)